

## Trois profils de femmes dirigeantes

**Tandis que le gouvernement islamiste marocain inclut une seule femme au sein des 30 ministères, trois autres font leur entrée sur la scène politique après s'être converties en directrices, présidentes d'institutions ou de partis.**

ENTRETIEN avec N. Mounib, M. Bensalah y A. Lamrini par Beatriz Mesa

**T**rois forces féminines unies par un seul mot : le leadership. Chacune d'elles provient d'une saga familiale différente mais leurs idéologies coïncident sur un point crucial comme la participation active de la femme à la vie publique. Elles accomplissent non seulement leur devoir de bonnes mères et de bonne épouse, mais aussi leurs fonctions de professionnelles compétentes dans chacun des secteurs qu'elles représentent. Toutes les trois lancent leurs dards contre toute voix à l'encontre de l'émancipation de la femme car il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas d'une question de genre mais de capacité et de responsabilité au moment d'assumer des postes de travail. Les trois récentes nominations coïncident avec le flot de critiques que le gouvernement islamiste du PJD (Parti de la Justice et du Développement) a reçu quand une seule femme ministre sur 30 a disposé d'un portefeuille. Aux yeux de ces patronnes, le changement est dû pour tourner la page du fardeau de la mentalité et parvenir ainsi à une transformation totale des conditions de vie, politiques et juridiques.

**Nabila Mounib, secrétaire générale du PSU : 'Je suis musulmane et laïque à la fois'**

**F**emme, mère, laïque et dirigeante d'un parti politique de l'opposition. La combinaison produit forcément des soubresauts dans la profonde société conserva-

trice marocaine. Le contrôle de la vie politique reste néanmoins aux mains des hommes et maintenant aux mains des islamistes modérés du PJD. Comme dit Nabila, cela ne l'inquiète pas trop pourvu qu'ils répondent efficacement à apporter une solution à l'abandon ou à l'indigence des quasi sept millions et demi de marocains qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Nabila est la première femme qui accède à la présidence d'une formation politique au Maroc, le Parti Socialiste Unifié (PSU). Et depuis la marque de confiance que ses camarades ont placée en elle au mois de janvier dernier pour défendre un programme politique qui claironne les valeurs de la modernité et de la démocratie, elle n'a cessé de se pencher sur la montagne de papiers, de coupures de journaux et de rendez-vous accumulés dans son agenda. « Je me consacre en corps et âme au militantisme parce que je crois, bien que mon parti soit minoritaire, que nous pouvons exercer une véritable opposition », signale cette femme qui semble faire preuve d'un courage et d'une persévérance hors du commun.

Elle a une énergie intarissable et ne mâche pas ses mots : « je suis musulmane et laïque en même temps. Je suis une femme qui a beaucoup de chance parce que mes parents m'ont inculqué les valeurs de la liberté et la pratique d'une religion dans l'intimité » déclare-t-elle. Elle s'est imprégnée de livres sur l'islam alors que ses yeux étaient témoins

de comment les érudits de la religion utilisaient la foi pour opprimer les peuples et en particulier la femme. « J'avais besoin d'arguments et maintenant je les ai ». Habituee aux attaques et aux menaces systématiques des rigoristes de l'islam, Nabila Mounib maintient ferme sa position et lance un appel à la « mobilisation politique » pour affronter les problèmes sociaux du pays : de la lutte contre le coût de la vie, la mise en marche de la justice sociale, une éducation et un service sanitaire de qualité et accessible à tous les Marocains ayant de bas revenus. Son premier grand enjeu politique est de « sauver la ville de Taza » à l'est du Maroc, une enclave séparant la région du Rif du territoire du Moyen Atlas. « Cette ville et ses alentours inspirent de l'effroi à l'État car ses habitants sont très combatifs ».

Taza est une ville invisible aux yeux de l'État et du nouveau gouvernement islamiste, bien qu'elle saigne jusqu'au bout des ongles. Et non seulement à cause des blessures provoquées par la charge policière contre leurs habitants qui sont descendus dans la rue dès l'éclatement du *Printemps arabe*, mais aussi à cause de la marginalisation à laquelle est condamnée une ville de 150 000 habitants et de l'ostracisme depuis l'indépendance du pays. « Le gouvernement devrait élaborer de toute urgence un plan offrant une issue à tous les habitants de Taza où il n'y a ni industries ni infrastructures » déclare Nabila qui, ces jours derniers, a fait rougir l'État quand elle s'est rendue à Taza accompagnée d'une poi-

## 7 Avec la révolution médiatique, il est impossible de maintenir le peuple dans l'ignorance

NABILA MOUNIB



Nabila Mounib, secrétaire générale du PSU. /B.M.

gnée de journalistes pour reproduire la réalité la plus éclatante de la ville. Devant autant de marginalisation de ses citoyens, elle se demande, où sont les islamistes qui prétendent une équité sociale et lutter contre la corruption ?

Ses ennemis disent d'elle que son parti provient de l'élite marocaine et que sa capacité de ralliement est tellement faible que le soutien populaire pourra difficilement lui permettre d'obtenir une représentation au sein du Parlement. « Écoutez, je suis endocrinienne et professeur d'université et mon mari est un travailleur né. Personne ne nous a fait de cadeaux », se défend-elle irritée, et ajoute que la lutte politique coûte un certain prix, comme sacrifier sa vie personnelle par exemple. Même ainsi, elle affirme se sentir comprise et aidée par son mari. Elle a mêm-

me dû financer parfois le militantisme avec son propre argent. Elle ne le regrette pas d'ailleurs, car elle affirme que c'est pour une cause qui conduira le pays vers une voie de crédibilité à l'extérieur. « Ils ont voulu nous massacrer en nous submergeant dans la pauvreté et l'analphabétisme, mais la révolution médiatique et la nouvelle réalité virtuelle est en train de changer le monde. Il est impossible aujourd'hui de maintenir le peuple dans l'ignorance ». Mais le prix le plus fort qu'elle a dû payer a été la perte de représentation parlementaire de son parti (dans l'ancienne législature il y avait trois députés) en optant pour le boycott des législatives au mois de novembre et auparavant le référendum constitutionnel en juillet. Elle considère que la nouvelle Charte « ne consacre pas » la monarchie parlementaire ni

une « véritable » séparation des pouvoirs.

### Miriam Bensalah Chaqroun, présidente de la CGEM : 'Le capital humain est la principale richesse'

Les dernières décennies de militance féministe n'ont pas été sans importance. La conquête de nouveaux espaces de pouvoir de la femme marocaine au sein de la vie sociale et politique se concrétise maintenant par la figure de Miriam Bensalah Chaqroun.

Récemment élue présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), elle devient la première femme à présider ce patronat depuis sa création en 1947. Miriam s'identifie au proverbe espagnol « tel père, tel fils ». « Je suis une femme d'affaires parce que je suis une fille d'affaires ». Consciente du chemin compliqué qui s'ouvre devant elle étant donné le contexte économique international, elle affirme « je vais vers la voie de la revalorisation de l'action entrepreneuriale et je vais mettre la femme à la place qu'elle mérite dans notre société », encore très conservatrice et où « le plafond de verre freine son accès à des secteurs où prédominent les hommes ». Elle provient d'une famille riche et libérale, ce qui lui a permis de suivre une formation supérieure à l'École supérieure de commerce de Paris. Dès lors, son parcours professionnel est très brillant et elle occupe un poste clé dans l'actionnariat du *holding* Holmarcom dont le capital est d'environ quatre millions de dirhams. Un groupe d'entreprises dont les pôles d'activité sont la finance, l'industrie, l'agriculture, l'as-

## Les syndicats doivent agir contre les hommes d'affaires qui ne satisfont pas leurs obligations sociales et fiscales

MIRIEM BENSALAH CHAQROUN

surance, l'immobilier et les eaux minérales où elle est actuellement administratrice et directrice générale.

Miriem sait à la fois conjuguer « pouvoir » et « femme » en occupant ce nouveau siège d'une poigne de fer à partir duquel elle prétend promouvoir l'industrie nationale ; consolider la compétitivité de l'économie nationale ; garantir l'accès des entreprises au financement ; gérer l'adjudication des transactions publiques et encourager la marque marocaine à l'extérieur afin que les petites et moyennes entreprises (PME) puissent exercer leurs rôles et assumer leurs responsabilités sociales. « Ma principale bataille est de poursuivre la lutte pour la promotion de l'investissement, le développement du capital humain et l'amélioration de la compétitivité du marché marocain ». Pour elle, un exemple concret de compétitivité est de visualiser l'objectif d'un réseau de 1 800 kilomètres d'autoroutes à l'horizon 2015. Ce à quoi elle ajoute que « les infrastructures du pays sont déjà les meilleures du Maghreb ».

Miriem se défend de ses détracteurs en affirmant qu'elle est une femme « travailleuse », qu'elle est dotée d'un esprit de militance et d'initiative privée, et qu'elle a toujours appuyé inconditionnellement les intérêts de l'entreprise pour activer l'économie d'un pays comme le Maroc où règne plus de confiance, plus de modernité, plus de jeunesse et plus de développement économique. « Si nos citoyens n'avaient pas confiance en notre pays, croyez-vous que les investisseurs étrangers viendraient ici ? » dit-elle. Elle sait de quoi elle parle en tant que femme, chef d'entreprise, membre d'un grand nombre d'associations et d'institutions économiques, sociales et culturelles qui l'ont mises à la tête



**Miriem Bensalah Chaqroun, présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc.**/B.M.

de la CGEM. Pour cette activiste, éduquée à Paris et aux USA, il est clair que « le plus important et la plus grande richesse du Maroc réside dans le capital humain ». Et le Maroc bouge.

Bien qu'elle sache parfaitement où elle met les pieds, elle dit cependant que « cela ne sera pas aussi facile » compte tenu de la pression qu'exercent les syndicats avec lesquels elle espère ouvrir un dialogue. « Les syndicats doivent agir contre les hommes d'affaires qui ne satisfont pas leurs obligations sociales et fiscales ». « Nous nous raccrocherons au dialogue social renouvelé, direct, franc et normalisé pour la prospérité et le bien commun », dit-elle en conclusion.

La nouvelle locataire de l'organisation patronale du Maroc figure parmi les 50 femmes les plus influentes du monde arabe selon la version arabe 2011 de *Forbes*. Et, plus récemment, le roi

l'a nommée commissaire de la Journée de la Terre dont l'objectif est de sensibiliser le peuple marocain à la Charte nationale de l'environnement et du développement durable.

**Amina Lamrini Elouahabi, présidente de la HACA : 'La Constitution est chargée de veiller au respect de l'indépendance des chaînes publiques'**

Le roi Mohammed VI a passé la première épreuve du feu relative aux droits de la femme en réformant la *Moudawana*, le code de la famille, qui place la femme au même niveau que l'homme comme chef de famille, fixe l'âge du mariage au plus tôt à 18 ans et rend quasiment impossible la polygamie. Mais il est bien vrai que la mentalité, en général, et

## La HACA veillera au respect de l'expression pluraliste et garantira l'indépendance des médias

AMINA LAMRINI

celle des juges, en particulier, continue à s'y opposer. La seconde épreuve qui a été affrontée récemment est celle de l'approbation de la nouvelle Charte qui consacre plus de droits à la femme et garantit la parité entre l'homme et la femme.

Un autre exemple du droit de la femme – face au flot de critiques d'un secteur important de la population suite à la nomination d'une seule femme sur les 30 portefeuilles du nouveau gouvernement – a été la nomination par le souverain d'Amina Lamrini présidente de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA). Fait sans précédent, Mohammed VI a accordé sa confiance à Lamrini qui devient donc la première femme qui va déterminer le futur du nouveau paysage audiovisuel du Maroc. Bien qu'Amina ne se soit jamais sentie dans les coulisses – depuis une perspective libérale et de gauche, elle a livré plusieurs batailles féministes en faveur de l'émancipation de la femme et de la défense des droits de l'homme – elle dit « se sentir fière du rôle que la femme occupe actuellement dans la société marocaine ». Discrète et efficace dans ses actions, sans ambitions politiques comme beaucoup de camarades masculins, mais très engagée en faveur du progrès de son pays, Lamrini manifestait – suite à son élection – que: « La HACA est une institution qui a été créée en 2002 et dès lors ses règles de travail ont été mises en pratique », en faisant allusion à la politique de continuité qu'elle prétend mener à bien. Elle s'est toujours maintenue en marge du polémique cahier des charges qui a souffert récemment



**Amina Lamrini, présidente de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA).**/B.M.

des hauts et des bas suite à la proposition de la part du ministre de la Communication, l'islamiste du PJD, Moustapha el Khalfi, de restructurer la gestion de la télévision publique en vue d'encourager une transparence absolue et d'éviter les « escroqueries » et le « trafic d'influence » et qui voulait par ailleurs laisser l'empreinte de son parti désavouant la publicité pour les jeux de hasard. Au nom de la cohésion sociale et familiale, certains ministres du PJD commencèrent à parler de l'ordre moral pour récupérer l'identité du Marocain et sa condition de musulman. « À partir du mois de mai prochain, la publicité pour les jeux de hasard sera interdite à la télévision car ils violent l'article

32 de la Constitution marocaine qui doit veiller à la cohésion sociale et familiale » a déclaré El Khalfi, après une réunion du conseil des ministres. Le PJD avait également proposé pour le secteur audiovisuel que les informations soient en langue arabe au détriment de la langue française. Il s'agissait-là seulement de la pointe de l'iceberg du nouveau paysage télévisuel, car il était également prévu de diffuser les cinq appels quotidiens à la prière et l'on s'attendait à plus de programmes religieux. Cependant, suite au débarquement de Lamrini, le projet de El Khalfi se trouve maintenant dans une impasse.

« Nous avons déjà une Constitution qui détermine le rôle que doit jouer notre institution qui veillera au respect de l'indépendance et de la neutralité des chaînes publiques ainsi qu'au respect de l'expression pluraliste, et garantira l'indépendance des médias publics et privés. Et bien entendu,

tout en assurant la régulation et la modernisation du secteur audiovisuel national », précise Lamrini.

Infatigable et tenace, la titulaire d'un doctorat en Sciences de l'éducation, Lamrini, dit à ses 60 ans « qu'elle poursuivra son apprentissage continu ». Ce qui est à croire si l'on en juge par son activité frénétique comme présidente et fondatrice de l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM), membre fondatrice du Conseil national de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (CCDH) et membre de la Commission consultative de la régionalisation. Aucune des tâches professionnelles qu'elle a accomplies n'a conditionné sa vie privée comme mère de deux enfants. ■